

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Mars 2026 | Haïti

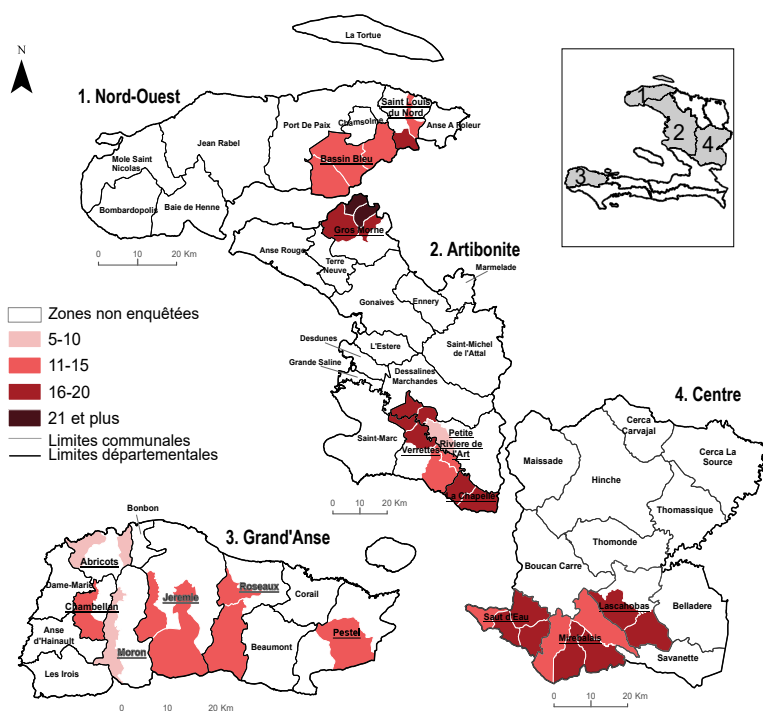
MESSAGES CLÉS

- Dans toutes les sections communales évaluées dans la **Grand'Anse**, les **ICs ont rapporté que les populations n'avaient pas reçu d'assistance humanitaire** au cours des 90 jours précédant la collecte de données de la part d'ONG et/ou du gouvernement.
- À **Gros Morne** (Artibonite) et à **Bassin Bleu** (Nord-Ouest), les **conditions de logement étaient préoccupantes** : un grand nombre de personnes vivaient dans des abris endommagés et jugés non sûrs.
- Les **sections communales (SC) rurales de la Grand'Anse ont mis en évidence des besoins en EHA** (eau, hygiène, assainissement), susceptibles d'entraîner des risques sanitaires accrus.
- Dans les quatre départements, la **perte rapide et grave des moyens de subsistance a été indiquée comme la cause principale de l'insécurité alimentaire**, poussant les communautés vers des stratégies d'adaptation non durables et augmentant leur vulnérabilité aux chocs à venir.

CARTE DE SÉVÉRITÉ

La carte ci-dessous indique le nombre d'indicateurs « flaggés », c'est-à-dire qui ont atteint un niveau de sévérité 3, 4 ou 4+ pour chaque section communale (admin3) enquêtée.

Pour plus d'informations sur l'indice, veuillez consulter l'Annexe sur l'indice de sévérité.



CONTEXTE

Haïti est en proie à une crise humanitaire, économique, climatique et sécuritaire profonde et complexe, résultant d'une multitude de facteurs déstabilisants et entremêlés. Selon l'[Aperçu de l'insécurité alimentaire aiguë de l'IPC](#), la situation alimentaire en Haïti est extrêmement préoccupante : 5,8 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire sévère, et 17% de la population se trouve dans une condition d'urgence humanitaire (Phase 4 de l'IPC). Cette crise alimentaire résulte d'un cercle vicieux où la violence alimente l'effondrement des moyens de subsistance. Ainsi, certaines régions du pays font face à des défis humanitaires particulièrement alarmants, souvent exacerbés par leur position géographique, la faiblesse des infrastructures, l'instabilité sécuritaire ou encore les aléas climatiques. Étant donné la gravité et la volatilité de la situation, le HSM fournit des données actualisées qui permettent de maintenir une compréhension continue et précise de l'évolution.

APERÇU DE L'ÉVALUATION

Le **HSM** (Humanitarian Situation Monitoring, ou Suivi de la Situation Humanitaire) vise à mettre à jour des données multisectorielles sur les besoins de la population dans des sections communales ciblées (admin 3) dans : des zones difficiles d'accès des départements du **Nord-Ouest**, de l'**Artibonite** et du **Centre** où la situation humanitaire est généralement très peu (voire pas) connue, ainsi que des zones rurales du département de la **Grand'Anse** où les analyses des [Indices des Besoins Multisectoriels \(MSNI\)](#) et IPC ont démontré des besoins humanitaires sévères. À noter que, sauf indication contraire, tous les **résultats présentés proviennent des données rapportées par les informateurs clés (ICs)** dans les sections communales évaluées.

Méthodologie : Cette fiche d'information présente les résultats du deuxième cycle de collecte selon la méthodologie **Area of Knowledge (AoK)**. Pour plus d'informations, veuillez consulter l'annexe.

Périodes couvertes par le HSM		Dates de collecte
Cycle 1	Août à Octobre 2025	Novembre 2025
Cycle 2	Décembre 2025 à Février 2026	Mars 2026

Les résultats sont indicatifs pour 37 sections communales (SC) ciblées (admin3) dans le **Nord-Ouest**, l'**Artibonite**, la **Grand'Anse** et le **Centre**. Un [dashboard interactif](#) a été développé, regroupant l'ensemble des indicateurs de l'étude pour l'analyse.

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS CLÉS - Nord-Ouest (5 SC évaluées)

L'ensemble des SC du Nord-Ouest affichait un niveau élevé de sévérité, avec entre 11 et 16 indicateurs enregistrés à des niveaux critiques. Cette sévérité était principalement portée par **le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement (EHA)**, où plusieurs SC affichaient des niveaux de sévérité* 3, 4 ou 4+ sur l'ensemble des quatre (4) indicateurs critiques.

Chocs multiples, insécurité et vulnérabilité accrue des populations du Nord-Ouest

Dans les cinq SC évaluées dans le Nord-Ouest, les ICs ont rapporté que la sécheresse (3/5) et les épidémies (3/5) apparaissaient comme des chocs ayant profondément affecté les conditions de vie des populations. Les ICs ont rapporté que leurs impacts se traduisaient principalement par des pertes d'actifs liés aux moyens de subsistance (3/5) ainsi que par des décès ou disparitions de membres de la population (2/5), renforçant la vulnérabilité des communautés. Par ailleurs, les risques de protection demeuraient importants, les vols, extorsions et pillages (3/5) constituaient les principaux incidents rapportés au cours des 30 derniers jours. Dans ce contexte, le niveau de sécurité a été jugé dangereux, en particulier dans la 2e section Carreau Datty et la 6e section Lafague (Chamoise). Cette insécurité a eu des répercussions directes sur les conditions de vie, se traduisant par une réduction, voire une interruption, de l'accès aux services de base tels que la santé et l'éducation (3/5), des restrictions de mouvement (2/5), ainsi qu'une détérioration du bien-être mental, marquée par le stress, l'anxiété et les traumatismes (2/5).

Santé et abris : des besoins humanitaires persistants

Les besoins en santé apparaissaient comme la principale préoccupation dans les SC évaluées (5/5). L'accès aux soins de santé en cas de besoin était largement considéré comme un problème grave. De plus, les ICs ont indiqué que les populations devaient souvent parcourir plus d'une heure pour atteindre l'établissement de santé fonctionnel le plus proche (4/5).

Parallèlement, la situation des abris demeurait préoccupante. La plupart des SC (4/5) qualifiaient l'insuffisance d'abris de problème grave, tandis qu'un surpeuplement important était également signalé (4/5). Dans la 2e section Carreau Datty et la 2e section Haut des Moustiques à Bassin Bleu, des ICs ont également rapporté qu'un nombre important de personnes vivaient dans des abris endommagés et non sécurisés. Dans ce contexte, les besoins en abri et logement (2/5) figuraient parmi les besoins prioritaires identifiés.

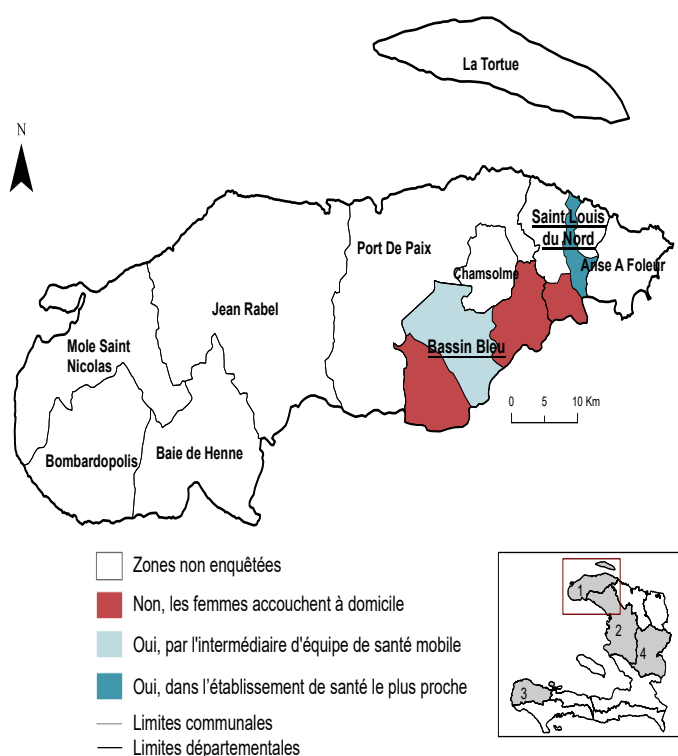
Recours aux stratégies de survie face à l'insécurité alimentaire

Dans les SC évaluées dans le Nord-Ouest, la sécurité alimentaire était particulièrement sévère : dans l'ensemble des SC (5/5), les ICs ont rapporté que la plupart des personnes n'avaient pas eu accès à une alimentation suffisante au cours des 30 derniers jours. Cette situation semblait avoir contribué au recours à des stratégies d'adaptation négatives, telles que la vente de biens (5/5) et la réduction des dépenses en santé et en éducation (3/5). Ces compromis semblaient se traduire par des impacts sociaux tels que l'abandon scolaire touchant de nombreux enfants (4/5). Cette dégradation était principalement attribuée aux difficultés rencontrées par la plupart des personnes des SC pour obtenir des revenus et ressources suffisants pour subvenir à leurs besoins (4/5).

* Voir l'annexe pour plus d'informations sur l'Indice de sévérité.

Par ailleurs, des variations apparaissaient selon les SC, en particulier dans les secteurs de la **protection**, la **santé** et la **nutrition**, notamment dans la 1^{re} Section La Plate, la 3^e Section Haut des Moustiques à Bassin Bleu et la 6^e Section Lafague (Chamoise) à Saint-Louis du Nord, soulignant l'existence des besoins différenciés à l'échelle locale.

Carte 1 : Type d'accès aux soins de santé le plus fréquent pour les femmes enceintes et lors de l'accouchement, par section communale



Déficit en eau potable et absence d'installations sanitaires

Dans les SC évaluées dans le Nord-Ouest, l'insécurité et la vulnérabilité semblaient fortement compromettre l'accès à l'eau potable. Les ICs ont rapporté une forte dépendance des populations aux sources d'eau non protégées (4/5), ce qui pourrait refléter non seulement un manque d'accès à des infrastructures d'approvisionnement en eau sécurisées, mais également une exposition accrue à des risques sanitaires. Les difficultés d'accès ne se limitaient pas à la seule disponibilité de l'eau. Elles reflétaient également l'insuffisance des capacités en assainissement et en traitement (5/5), qui empêchait l'accès à une eau de qualité. Le manque d'infrastructures hydrauliques (3/5) aggravait cette situation en limitant durablement l'accès à des services d'eau sûrs et fiables.

Parallèlement, les ICs ont rapporté que les conditions d'assainissement restaient particulièrement critiques : dans plusieurs SC, les populations utilisaient majoritairement des latrines non améliorées (3/5), tandis que le déficit en installations sanitaires adéquates était jugé très grave (3/5) voire extrêmement grave (2/5) par les ICs. L'ensemble de ces facteurs met en évidence une dégradation systémique des services EHA, amplifiant les risques sanitaires et la vulnérabilité des populations.

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS CLÉS - ARTIBONITE (13 SC évaluées)

Les SC de l'Artibonite étaient celles qui avaient atteint les niveaux de sévérité les plus élevés. En effet, six des treize SC évaluées (6/13) y avaient enregistré plus de 17 indicateurs sur 25 avec un niveau de sévérité de 3, 4, ou 4+ selon les ICs interrogés.

Dans l'Artibonite, les enjeux de **protection** contribuaient le plus au nombre d'indicateurs "flaggés" dans les SC présentant les niveaux de sévérité les plus élevés. Comme lors du premier cycle, les indicateurs de **santé** et d'**EHA** participaient également à l'augmentation de la sévérité. Les SC les plus affectées faisaient état de restrictions de liberté et de mouvement. L'accès aux centres de santé nécessitait entre 30 minutes et plus d'une heure de trajet, tandis que la majorité des femmes ne pouvaient pas accéder aux soins nécessaires pendant la grossesse ou lors de l'accouchement. En matière d'EHA, la dépendance aux sources d'eau non protégées dans les SC les plus sévères contribuait à aggraver leur niveau de sévérité par rapport aux autres zones. Enfin, dans les SC évaluées à **Gros-Morne**, les **conditions d'hébergement** apparaissaient particulièrement préoccupantes. En effet, des ICs ont signalé que beaucoup de personnes vivaient dans des abris endommagés et peu sûrs.

Section communale (SC)	Nombre d'indicateurs flaggés	
	Cycle 1	Cycle 2
4 ^{ème} section l'Acul à Gros Morne	19	21
5 ^{ème} section Pendu à Gros Morne	20	21
6 ^{ème} section Savanne Carrée à Gros Morne	20	19
3 ^{ème} section Rivière Blanche à Gros Morne	20	18
1 ^{re} section Bas Coursin I à Petite Rivière de l'Artibonite	20	18
1 ^{re} section Liancourt à Verrettes	19	18

Défis liés à la protection dans l'Artibonite

La plupart des SC évaluées, à l'exception de la 3^{ème} Section Guillaume Mogé, la 4^e Section Desarmes et la 1^{re} Section Bas Coursin I, présentaient au moins cinq indicateurs de protection sur sept à un niveau de sévérité de 3 ou plus. La perception sur la sécurité générale, bien que toujours grave, s'est légèrement améliorée.

# de SC évaluant le niveau de sécurité comme étant "très dangereux"	Cycle 1	Cycle 2
	11/13	7/13

En parallèle, les principaux problèmes de protection signalés entre les deux cycles semblaient avoir évolué. Dans le premier cycle, les incidents violents (8/13) et la violence physique (8/13) étaient les problèmes les plus fréquemment rapportés. En revanche, lors du deuxième cycle, les séparations familiales (7/13) et les violences basées sur le genre (5/13) étaient les problèmes de protection les plus prévalents.

Déplacements en Artibonite

Un nombre croissant de SC étaient confrontés à des déplacements massifs de population.

# de SC rapportant que "la plupart de la population était partie"	Cycle 1	Cycle 2
	9/13	11/13

Les ICs ont indiqué que les déplacements étaient principalement préventifs (11/13), liés aux difficultés des activités de subsistance (10/13) et aux violences dans les environs (9/13). La 3^e Section Guillaume était celle ayant accueilli le plus de personnes déplacées internes (PDI), avec un effectif estimé entre 501 et 1 000. En outre, les PDI étaient principalement hébergées par des amis ou connaissances (4/13).

Perte de moyens de subsistance : une menace pour la sécurité alimentaire

La situation alimentaire de l'Artibonite était décrite comme alarmante et semblait contribuer à la vulnérabilité observée dans le département. En effet, les ICs ont rapporté que la

plupart de la population (9/13) n'avait pas eu accès à une alimentation suffisante au cours des 30 derniers jours. La sévérité de ce problème pourrait s'expliquer par une aggravation du manque de moyens de subsistance. La perte d'actifs liés aux moyens de subsistance (11/13) en raison de l'insécurité continuait d'affecter les SC.

# de SC rapportant que "la plupart de la population n'avait pas accès à leurs moyens de subsistances habituels"	Cycle 1	Cycle 2
	10/13	13/13

Ainsi, le manque d'argent (7/13), les contraintes sécuritaires pour accéder aux marchés (6/13) ainsi que la hausse des prix des aliments (5/13) figuraient parmi les principales raisons des difficultés d'accès à la nourriture. En conséquence de ces situations, les populations ont été contraintes d'adopter des stratégies d'adaptation pour compenser le manque de nourriture observé au cours des 30 derniers jours précédant la collecte de données telles que : la réduction des dépenses de santé et d'éducation (11/13), la vente de bétail ou d'actifs productifs (11/13) ainsi que de biens (9/13). À cet égard, sept (7) des 13 SC ont exprimé un besoin de soutien aux moyens de subsistance, après la protection et la sécurité (11/13), afin de répondre aux besoins prioritaires.

Accès réduit aux services

Alors que les conflits constituaient le principal obstacle à l'accès aux services (santé, éducation) lors du premier cycle, au deuxième cycle, les barrières financières (6/13) et les contraintes sécuritaires (6/13), ont été les principaux facteurs limitant l'accès à ces services. Des SC ont également indiqué l'éloignement des établissements sanitaires (5/13). Par ailleurs, le manque de ressources financières limitait l'accès aux logements locatifs (9/13). De même, les ICs ont rapporté que beaucoup de filles et de garçons ont cessé de fréquenter l'école (11/13), principalement en raison de l'incapacité à assumer les coûts liés à l'éducation, tels que les frais de scolarité, les fournitures et le transport (6/13).

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS CLÉS - GRAND'ANSE (9 SC évaluées)

Les SC de la Grand'Anse présentaient toutes un niveau élevé de sévérité, avec un nombre d'indicateurs critiques variant entre huit (8) et quatorze (14) sur 25. **La sécurité alimentaire** demeurait le principal facteur contribuant à cette situation, l'ensemble des SC (9/9) enregistrant les trois indicateurs du secteur au niveau de sévérité le plus élevé (3/3). Le secteur **EHA** affichait également une situation préoccupante : dans la majorité des SC (8/9), les quatre indicateurs évalués (4/4) atteignaient un niveau de sévérité

de 3 ou plus. Par ailleurs, d'autres problèmes sectoriels plus ponctuels apparaissaient d'une section à l'autre, révélant une sévérité plus ciblée, notamment dans les domaines de la **santé** et de la **nutrition**, en particulier dans les sections communales de Fond Cochon ou Lopineau à Roseaux et de Tozia à Pestel. Par ailleurs, **aucune des SC rurales évaluées dans la Grand'Anse n'avait reçu d'assistance humanitaire** durant les 90 jours précédant la collecte de données de la part d'ONG et/ou du gouvernement.

Moyens de subsistance et santé durement affectés par les chocs dans la Grand'Anse

Bien que les cyclones aient été signalés comme ayant affecté l'ensemble des sections communales (9/9) lors du premier cycle, le présent cycle se caractérisait par des chocs plus variés. Les plus récurrents étant les épidémies de maladie du bétail (4/9) et les inondations (3/9). Leurs impacts se manifestaient principalement par des pertes d'actifs liés aux moyens de subsistance dans l'ensemble des SC (9/9), comme rapporté dans le premier cycle. En effet, dans six (6) des neuf SC, les ICs ont rapporté que la plupart de la population ne disposait pas de ressources suffisantes pour vivre. Dans trois (3) SC, un impact des chocs sur la santé a été signalé, révélant une double vulnérabilité, économique et sanitaire, dans un contexte où la santé est également identifiée comme un besoin prioritaire (6/9).

Déficits structurels et recours aux stratégies d'adaptation face à une insécurité alimentaire sévère

La situation de la sécurité alimentaire demeurait particulièrement préoccupante dans les SC évaluées. Dans sept SC sur neuf (7/9), les ICs ont rapporté que la plupart des personnes n'avaient pas eu accès à une alimentation suffisante au cours des 30 derniers jours. Les principaux facteurs contribuant à cette situation comprenaient le manque d'accès aux outils et intrants agricoles (6/9), l'insuffisance des ressources financières pour l'achat de nourriture (5/9) et la faible productivité des cultures (4/9). Ces difficultés étaient aggravées par l'accès limité aux infrastructures essentielles telles que les routes, les ponts et les moyens de transport (8/9), ainsi que par les dommages subis par les infrastructures d'élevage (5/9), dont aucune n'avait été réparée dans les SC évaluées (9/9). Face à ces contraintes, les populations ont eu recours à des stratégies d'adaptation négatives, notamment la réduction des dépenses de santé et d'éducation (6/9) ainsi que la vente de biens (5/9), de bétail ou d'actifs productifs (5/9). L'ensemble de ces facteurs met en évidence un décalage structurel entre les besoins alimentaires des populations des SC et les contraintes d'accès, ayant contribué à l'aggravation de la situation alimentaire dans la Grand'Anse, dans un contexte où les infrastructures (3/9) ont été également identifiées comme un besoin prioritaire.

Conditions de logements précaires

L'insuffisance des abris apparaissait comme un facteur de vulnérabilité significatif dans les SC évaluées de la Grand'Anse. Le problème a été signalé comme étant grave par les ICs de six SC sur neuf (6/9), reflétant des conditions d'hébergement précaires, caractérisées principalement par le surpeuplement (9/9) et le manque d'intimité (6/9).

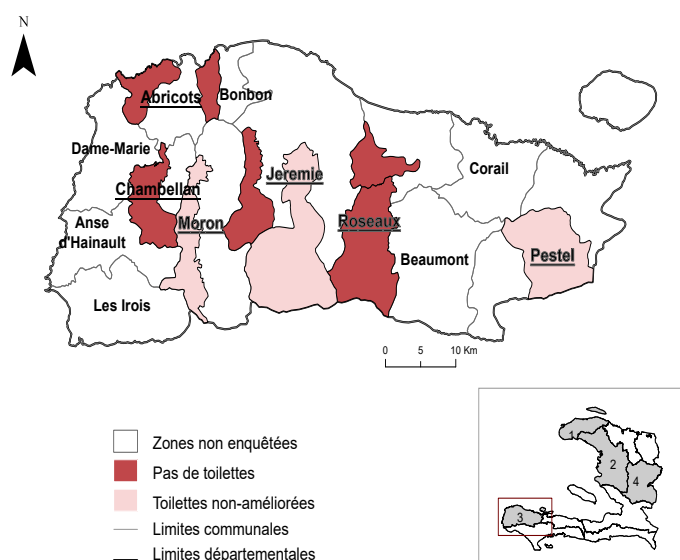
Déficit en eau potable et absence d'installations sanitaires

L'eau potable semble être un besoin croissant dans ce département:

# de SC rapportant "l'eau potable comme besoin prioritaire"	Cycle 1	Cycle 2
	6/9	9/9

L'ensemble des sections communales dépendaient de sources d'eau non protégées pour la consommation (9/9). Comme lors du premier cycle, les principaux défis liés à l'accès à l'eau concernaient l'insuffisance des capacités d'assainissement et de traitement de l'eau (8/9), la mauvaise qualité de l'eau (5/9) ainsi que le manque de points d'eau à proximité (5/9). En outre, les ICs ont indiqué que le temps nécessaire pour s'approvisionner en eau dépassait une heure dans la plupart des SC (8/9), témoignant des contraintes importantes d'accès à l'eau. Au-delà de ces difficultés, l'absence d'infrastructures hydrauliques constituait un facteur critique : des ICs de toutes les SC (9/9) ont indiqué qu'aucune infrastructure n'était disponible dans les zones. Par ailleurs, le manque d'accès à des latrines propres et sûres était considéré comme un problème très grave dans quatre SC sur neuf (4/9). Dans six SC sur neuf (6/9), les ICs ont également rapporté que l'absence de toilettes ou de latrines entraînait le recours à la défécation à l'air libre.

Carte 2 : Types de toilettes ou de latrines les plus utilisés, par section communale



PRÉSENTATION DES RÉSULTATS CLÉS - CENTRE (10 SC évaluées)

Parmi les SC évaluées dans le Centre, près de la moitié (4/10) présentaient plus de 16 indicateurs sur 25 à des niveaux de sévérité critiques (3, 4 ou 4+).

Section communale (SC)	Nombre d'indicateurs flaggés	
	Cycle 1	Cycle 2
1 ^{re} section Canot/Rivière Canot à Saut d'Eau	20	19
4 ^{ème} section Crête Brûlée à Mirebalais	19	18
1 ^{re} section Gascogne à Mirebalais	18	17
3 ^{ème} section Coupe Mardi Gras à Saut d'Eau	16	17

Sévérité des risques de protection

Bien qu'une amélioration ait été rapportée dans plusieurs SC, la protection restait un secteur préoccupant. Des risques de protection persistaient dans l'ensemble des sections communales évaluées :

# de SC évaluant le niveau de sécurité comme étant "très dangereux"	Cycle 1	Cycle 2
	10/10	6/10

Notamment, seule la 2e section de Boucan était perçue comme relativement sûre. Dans les autres SC enquêtées du Centre, les principaux problèmes identifiés concernaient les attaques armées (8/10) ainsi que les vols, extorsions et pillages (4/10). Les conflits armés ont entraîné des déplacements importants (5/10), bien que les niveaux de déplacement semblaient légèrement moins élevés que lors du premier cycle :

# SC où environ la moitié de la population avait été contrainte de quitter leur localité	Cycle 1	Cycle 2
	9/10	6/10

Accès critique à l'eau, l'hygiène et l'assainissement

Les ICs ont rapporté une évolution de la situation EHA s'étant légèrement aggravée, notamment en ce qui concerne l'accès à l'eau potable. Deux sections communales, la 2e Section Sarazin (Mirebalais) et la 2e Section Juampas (Lascahobas), qui dépendaient de sources protégées lors du premier cycle, dépendaient désormais de sources non améliorées. Ainsi, l'ensemble des SC (10/10) dépendaient de sources d'eau non protégées pour la consommation. Par ailleurs, l'accès à des latrines propres et sûres a été jugé très grave dans la moitié des SC (5/10).

Déplacements de population et impacts humanitaires

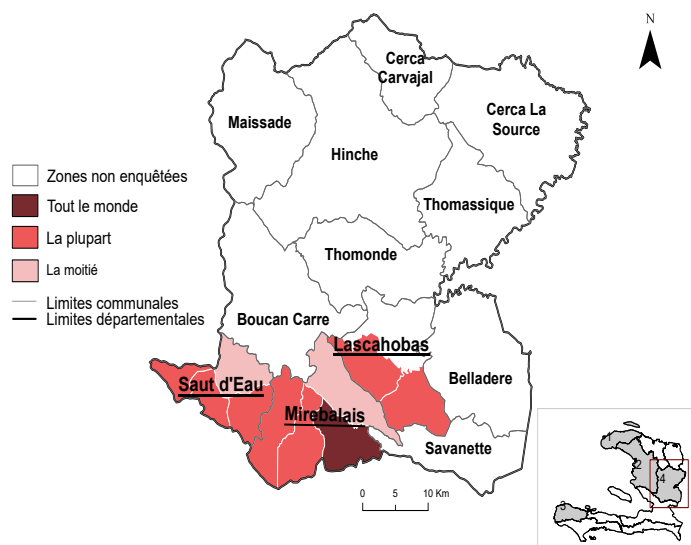
En ce qui concerne les déplacements, les ICs ont rapporté que des personnes avaient été contraintes de fuir ou de quitter leur zone dans l'ensemble des SC (10/10). Dans six SC sur dix (6/10), environ la moitié de la population était concernée par ces mouvements. Les principales causes évoquées étaient les attaques et les violences armées (8/10). Ces déplacements ont eu des répercussions importantes sur les populations affectées, notamment des pertes de moyens de subsistance (5/10), ainsi que des décès ou des disparitions de membres de la communauté (4/10).

Les niveaux de sévérité élevés observés dans les SC du Centre étaient principalement liés à **une situation alimentaire préoccupante**, toutes les SC (10/10) ont enregistré l'ensemble des indicateurs de sévérité (3/3). Les enjeux de **protection** apparaissaient également critiques, la majorité des SC (6/10) ayant atteint cinq (5) des sept indicateurs les plus sévères. En matière de **déplacement**, la 1^{re} section Canot/Rivière Canot à Saut-d'Eau et la 1^{re} section Petit-Fond à Lascahobas ont atteint tous les indicateurs de sévérité (3/3). Les conditions **EHA** étaient également très critiques, avec la plupart des SC (9/10) enregistrant au moins trois des quatre indicateurs les plus sévères. Enfin, les domaines de la **santé** et de la **nutrition** contribuaient aussi à la sévérité globale, notamment dans la 3^e section Coupe Mardi Gras et la 4^e section Crête Brûlée.

Situation alimentaire fortement impactée par la perte des moyens de subsistance dans le Centre

La sévérité des problèmes d'accès aux moyens de subsistance a été jugée très grave dans six (6) des dix sections communales évaluées, et extrêmement grave dans la 1^{re} section de Gascogne à Mirebalais. Par ailleurs, des ICs ont indiqué que la plupart des personnes (7/10) n'avaient pas eu accès à une alimentation suffisante au cours des 30 derniers jours. Le manque de ressources financières constituait le principal obstacle à l'accès à la nourriture (8/10). En conséquence, l'alimentation figurait parmi les besoins prioritaires identifiés dans la moitié des SC du Centre (5/10).

Carte 3: Proportion de la population n'ayant pas eu suffisamment accès à la nourriture, par section communale



Accès réduit aux services

Les ICs ont rapporté que la violence avait fortement limité l'accès aux services de base, notamment à la santé et à l'éducation (7/10). La plupart des SC (8/10) ont signalé la fermeture ou l'endommagement d'établissements de santé (5/10). Dans ce contexte, la situation sanitaire a été jugée très grave dans la moitié des SC (5/10), tandis que la santé figurait parmi les besoins prioritaires dans près de la moitié d'entre elles (4/10). Par ailleurs, l'insuffisance des abris a été considérée comme grave dans la plupart des SC (8/10).

MÉTHODOLOGIE

Cette évaluation s'est basée sur une approche indicative d'enquête structurée menée auprès de cent-onze informateurs clés (ICs) par le biais de la méthodologie « Area of Knowledge » (AoK) développée par REACH. La collecte s'est déroulée du 10 au 16 mars 2026. Cette méthodologie a permis de recueillir des informations sur les besoins multisectoriels au sein des SC pour lesquelles les ICs déclaraient disposer d'une connaissance récente de la situation, datant d'un mois avant la collecte des données.

Les sections communales (SC) évaluées sont les mêmes que celles couvertes lors du [cycle 1 HSM](#). Par ailleurs, cinq (5) SC du Nord-Ouest ont été intégrées à ce cycle afin d'élargir la compréhension des dynamiques régionales et d'évaluer certaines zones, notamment celles limitrophes de Gros-Morne (Artibonite) dans une logique comparative.

Les données recueillies ont été ensuite agrégées au niveau des SC. Pour chaque indicateur, les réponses de tous les ICs rapportant sur la même SC ont été regroupées en une seule valeur. L'agrégation a été réalisée suivant la modalité la plus fréquente pour chaque SC.

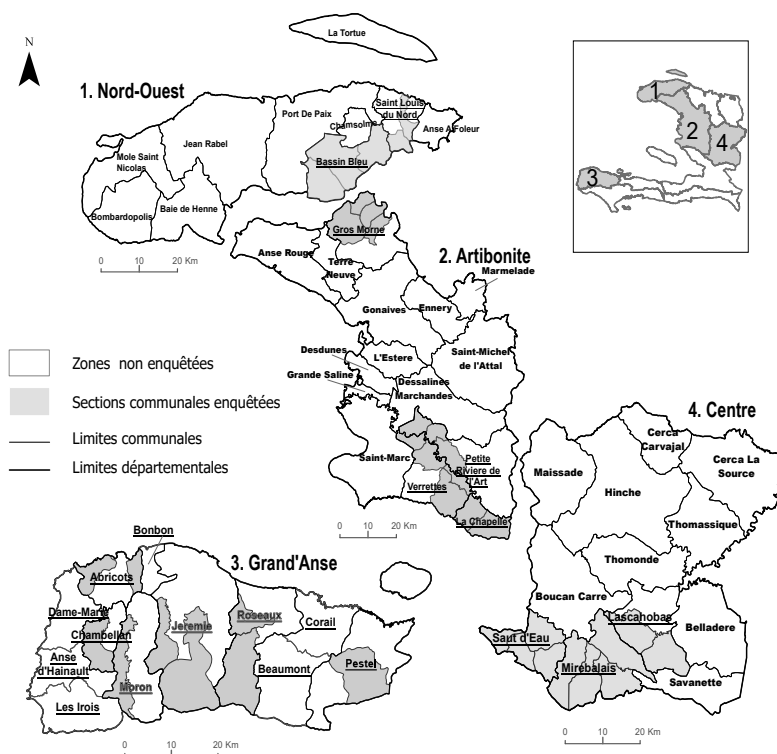
LIMITES DE L'ÉTUDE

L'une des principales limites de la méthode AoK réside dans sa faible représentativité, dans la mesure où seules quelques sections communales (admin3) de certaines communes (admin2) ont été sélectionnées dans chaque département. Ainsi, les résultats sont uniquement représentatifs des sections communales évaluées et ne peuvent être généralisés à l'ensemble des départements.

Par ailleurs, bien que la méthode non aléatoire permette une sélection ciblée, elle ne garantit pas une représentation adéquate de certaines sous-populations, telles que les groupes marginalisés ou déplacés, ce qui peut limiter la portée des résultats pour ces catégories.

Une autre limite également liée au contexte d'insécurité dans les zones de collecte de données consistait en la nécessité de limiter la durée de déploiement de l'équipe de collecte de données sur le terrain afin de réduire l'exposition à tout risque sécuritaire.

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



A PROPOS DE REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors des situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences.

REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : <https://www.impact-initiatives.org/>

ANNEXE : L'INDICE DE SÉVÉRITÉ

L'Indice de Sévérité de la Zone de Connaissance (AoK SI) est une méthodologie d'indice composite qui vise à fournir une approche standardisée et efficace pour résumer et interpréter les données AoK, afin de produire une analyse pertinente et exploitable des besoins humanitaires multisectoriels aigus. Concernant le seuil, le point de coupure standard est fixé à 4, car il permet d'identifier efficacement les besoins critiques tout en restant aligné sur les cadres méthodologiques établis. Cette approche permet de prioriser les actions de réponse au sein d'une crise sur la base d'une comparaison absolue de la sévérité des besoins, selon une échelle prédéfinie. Il est important de noter que ces seuils sont appliqués à chaque indicateur individuellement et ne doivent pas être interprétés comme un système cumulatif ou de score. L'échelle de sévérité se décline comme suit :

1 – Aucun / minimal : Les besoins sectoriels essentiels de base sont satisfaits.

2 – Stress : Capacité limite à couvrir les besoins sectoriels de base.

3 – Crise / Sévère : Incapacité modérée à répondre aux besoins sectoriels de base (et risque modéré de pertes de vies évitables).

4 – Urgence / Extrême : Incapacité extrême à couvrir les besoins sectoriels de base (et risque élevé de pertes de vies évitables).

4+ – Urgence extrême / Catastrophique / Effondrement sectoriel : Effondrement des services de base et/ou incapacité totale à répondre aux besoins sectoriels de base (et risque très élevé de pertes de vies évitables)

Dans le cas d'Haïti, **25 indicateurs ont été analysés pour calculer l'indice** :

ABNA

de sections communales selon les trois principaux problèmes liés aux conditions d'hébergement, parmi les localités ayant rapporté au moins un problème modéré parce que les gens n'ont pas d'endroits adéquats où habiter

de % de sections communales par proportion d'abris endommagés ou détruits au cours des 90 jours précédant la collecte

de sections communales par sévérité de dommage ou de destruction des abris

de sections communales selon le nombre de personnes de la localité qui vivent dans des abris endommagés qui ne sont pas sûrs

Déplacement

de sections communales selon la proportion de la population qui a été contrainte de quitter la localité au cours des 90 jours précédant la collecte, parmi les localités ayant recensé des déplacements de populations contraintes de fuir ou de quitter la localité pour une raison quelconque vers d'autres localités

de sections communales selon le nombre d'arrivée de PDI au cours des 90 jours précédant la collecte, parmi les localités ayant recensé l'arrivée de PDI

de sections communales selon les types d'endroits (abris) où vivent actuellement les PDI

EHA

de sections communales par temps nécessaire actuellement pour s'approvisionner à la source d'eau principale (aller à la source, attendre, puiser l'eau et revenir chez soi) pour la majorité de la population

de sections communales par type de toilette ou de latrine le plus utilisé actuellement par les gens de la communauté

de sections communales selon la source d'eau la plus couramment utilisée pour boire par les gens de la localité

de sections communales selon les trois principaux problèmes liés aux latrines ou aux toilettes

Chocs

de sections communales touchées par des chocs au cours des 90 jours précédant la collecte, par type d'impact.

Protection

de sections communales par niveau d'accessibilité par route

de sections communales par type d'impacts de la violence et de l'insécurité sur la population

de sections communales selon le niveau d'évaluation de la sécurité générale

de sections communales selon les principaux services de protection ou de référencement des incidents de protection auxquels avaient accès la majorité de la population au cours des 30 jours précédant la collecte, parmi les localités qui ont accès à un service de protection ou de référencement des incidents de protection

de sections communales par niveau de sécurité pour les enfants

de sections communales par principaux problèmes de protection au cours des 30 jours précédant la collecte

Education

de sections communales où beaucoup d'enfants ont dû arrêter d'aller à l'école comme ils le feraient normalement au cours de l'année scolaire actuelle ou au cours de la dernière année scolaire

Santé

de sections communales où la majorité des femmes de la localité peuvent obtenir des soins de santé lorsqu'elles sont enceintes ou accouchent

de sections communales par temps nécessaire pour se rendre à l'établissement de santé fonctionnel le plus proche en utilisant le mode de transport le plus courant

Sécurité Alimentaire

de sections communales selon la disponibilité de nourritures, au cours des 30 derniers jours précédant la collecte

de sections communales par niveau de sévérité de problème lié aux moyens de subsistance

de sections communales par type de stratégie d'adaptation rapporté